

Débat: «Qui veut la mort de la nature?»

Publié par Alencontre le 6 - mars - 2019



Par Rémi Beau

Face à l'Anthropocène, la philosophe Virginie Maris défend une conception forte de la nature sauvage. Critiquant les évolutions récentes de la pensée environnementale, elle invite à résister contre son recentrement en cours vers un monde humain et seulement humain.

La nature a la vie dure. Mille fois, les sciences humaines et sociales l'ont enterrée et pourtant elle continue d'habiter les pages de nombreux ouvrages, voire de s'immiscer dans le titre de ceux-là mêmes qui invitent à la congédier [1]. La nature est-elle un de ces concepts que l'économiste australien John Quiggin a qualifié de «zombies», de ces idées mortes qui continuent à marcher avec nous, parce que nous ne parvenons pas à nous en séparer alors même que l'on sait qu'elles sont fausses [2] ? Tout comme le « marché efficient », la nature n'existerait pas, et pourtant elle continuerait à jouer un rôle structurant dans la fabrication des politiques publiques visant la famille, la santé ou l'environnement. C'est bien ce que dénoncent les critiques sociales dites «constructivistes» qui, depuis les années 1960, se sont essentiellement développées contre l'idée de nature [3].

Dans le champ de la réflexion environnementale, plus particulièrement, faudrait-il, comme invitent à le faire de nombreux auteurs, se débarrasser enfin des « zombies » et apprendre à vivre sans la nature dans l'Anthropocène [4] ? Dans son dernier ouvrage, la philosophe Virginie Maris prend l'exact contrepied de cette thèse. Excellente connaissance du monde de la protection de la nature et de la biologie de la conservation, dont elle étudie les évolutions depuis plusieurs années, l'auteure expose en effet dans ce livre une position philosophique aussi risquée qu'elle s'énonce simplement : à l'heure où l'on annonce l'entrée de la terre dans l'âge des humains, plus que jamais, il faut défendre la nature!

Cet exercice de réhabilitation est philosophiquement et politiquement périlleux, car lesdites pensées constructivistes avaient de solides raisons de vouloir se passer de l'idée de nature. D'une part, la critique de la nature pensée comme un domaine de la réalité objective

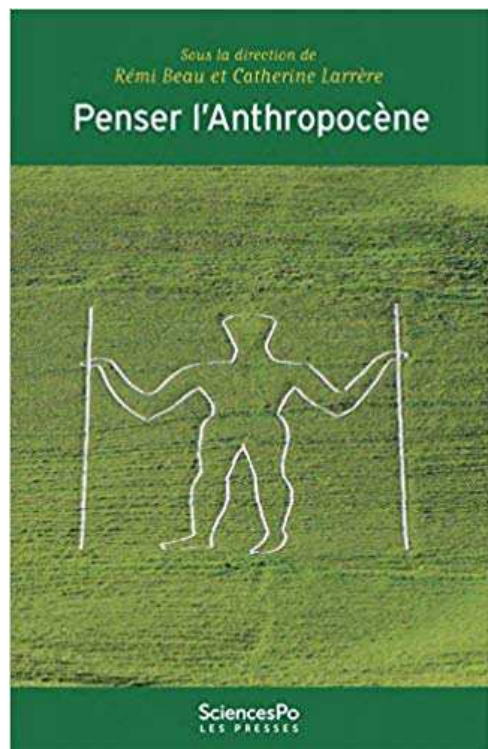
préexistant à l'enquête scientifique permettait de mettre en question le modèle de l'expertise pour penser l'articulation entre la science et la politique. D'autre part, les critiques « constructivistes » se sont montrées d'une fécondité difficilement contestable dans l'identification des logiques de domination qui prenaient la nature pour appui. Comment dès lors renouer avec une conception classique de la nature sans revenir sur les acquis émancipateurs de la pensée sociale constructiviste? Comment réhabiliter la nature en refusant de réactiver toute forme de scientisme ou de moralisme? Ce sont ces questions qui guident Virginie Maris sur un chemin qu'elle sait, elle-même, escarpé :

«Nous avons conscience de cheminer d'un pas mal assuré sur un sentier bordé de deux précipices : d'un côté, un réalisme naïf qui persiste à croire que le monde est monde, indépendamment de nous, et que les scientifiques, désintéressés, ne font que lever le voile sur quelques vérités éternelles que nous cacherait la nature. De l'autre, un naturalisme moral réactionnaire, qui par opportunisme convoque la nature et l'ordre des choses pour définir la bonne façon de vivre, d'aimer, de jouir ou de faire des enfants.» (p. 12)

Pour autant, la conviction de l'auteure est que les difficultés théoriques que soulève l'idée de nature, de même que ses mésusages politiques, ne doivent pas justifier son abandon, sous peine de se priver d'un appui essentiel pour penser les enjeux écologiques du temps présent. Trois stratégies argumentatives viennent appuyer cette thèse. La première consiste à réexaminer les arguments mobilisés contre l'idée de nature. La deuxième dépeint les effets observables de la pensée de la fin de la nature, développée en particulier par certains partisans de l'Anthropocène, dans les sciences, dans les politiques environnementales, mais aussi en économie. La troisième, enfin, ébauche la reconstruction d'une pensée critique empruntant une part de sa normativité à la nature sauvage.

La critique de l'idée de nature

Mais de quoi parle-t-on précisément lorsque l'on évoque cette idée, polysémique s'il en est, de nature ? Un travail préalable de clarification sémantique s'impose si l'on veut comprendre les enjeux théoriques du débat. Dans cette optique, Virginie Maris retrace rapidement l'histoire de l'idée de nature, des présocratiques à nos jours, et propose d'en isoler trois principales conceptions : la nature-totalité, la nature-normalité et la nature-altérité (p. 20-21). Dans le premier sens, la nature désigne « l'ensemble du monde » ou « l'ensemble des phénomènes observables ». Dans le deuxième, l'état naturel qualifie l'organisation et le « fonctionnement normal des choses ». Dans le troisième, enfin, la nature se définit comme le domaine de la réalité indépendant des humains. C'est cette nature-altérité, celle que les humains n'ont pas créée, qui constitue précisément, selon l'auteure, la « part sauvage du monde ».



La critique principale de l'idée de nature, à laquelle dès le XIXe siècle, le philosophe John Stuart Mill avait donné sa forme canonique [5], peut s'exprimer à l'aide de ces catégories. En effet, celle-ci consiste à nier la légitimité du caractère normatif de la nature-normalité dans la sphère sociale en s'appuyant sur les deux autres définitions de la nature mentionnées. Soit la nature est « totalité » et elle inclut par conséquent les humains et leurs activités de sorte que la référence normative à un fonctionnement naturel n'est aucunement discriminante. Soit la nature est « altérité » et il serait parfaitement irrationnel pour les humains de vouloir suivre un ordre naturel dont ils sont par définition exclus. Par là, Mill établissait que l'idée de se conformer à la nature était dénuée de sens pour les humains.

Le courant de la protection de la nature s'est pendant très longtemps vu opposer une forme dérivée de l'argument millien que rappelle Virginie Maris:

«À ceux qui veulent protéger la nature on rétorque parfois que l'humain fait partie de la nature, et que donc ce que font les humains est alors nécessairement naturel. Il n'y aurait aucun sens à vouloir défendre la nature contre elle-même; pire, un tel projet serait une contradiction dans les termes.» (p. 27)

Or, si l'argument semblait imparable lorsqu'il visait le principe de conformité à la nature, il est ici boiteux, car il ne s'appuie que sur l'une des deux définitions de la nature citées par Mill, la nature-totalité. Comme le souligne l'auteure, réintroduire ici la nature-altérité permet d'écarter l'objection de la contradiction dans les termes visant la volonté de protéger la nature :

«En soulignant la différence qu'il y a entre nature-altérité et nature-totalité, nous comprenons qu'il n'y a pas d'incohérence à vouloir préserver la nature-altérité et que, faire cela, c'est nécessairement protéger quelque chose de l'influence humaine.» (p. 27)

Virginie Maris lève ainsi un malentendu persistant : la volonté de défendre la nature n'appelle pas les humains à se conformer à un quelconque ordre naturel. Il s'agit en réalité de défendre

une position presque symétrique, celle qui permet à la nature de ne pas nécessairement se plier à la volonté humaine. De ce point de vue, si l'on accorde que l'aspiration profonde de tout projet critique est de briser des rapports de domination, la défense de la nature-altérité n'est rien d'autre, comme le soutient l'auteure, qu'un projet critique qui entend soustraire une part de la nature à ce que la philosophe écoféministe Val Plumwood appelle une «logique de colonisation» (p. 45).

Les sciences et la politique après la fin de la nature

Cette critique apparaît d'autant plus nécessaire pour Virginie Maris que les pensées de la fin de la nature lui semblent triompher actuellement dans toutes les sciences de l'environnement, de la sociologie à l'économie en passant par la biologie de la conservation. Partout, l'appel à penser au-delà du dualisme de la nature et de la culture, porté notamment en France par Bruno Latour et Philippe Descola, aurait été entendu. Il serait de surcroît efficacement relayé depuis une dizaine d'années par les défenseurs de l'Anthropocène pour qui le terme entérinerait précisément la disparition de la nature-altérité. Pour l'auteure, l'idée d'Anthropocène s'apparente à une prophétie auto-réalisatrice : à trop annoncer l'omniprésence humaine sur la planète, on finit par oublier l'existence d'espaces qui ne sont encore actuellement que très marginalement modifiés par les humains et l'on accélère par là leur disparition. Pour Virginie Maris, les penseurs de l'Anthropocène décrivent au fond un monde à leur mesure, un monde qui serait désormais entièrement modelable par les humains. Dans cette nouvelle pensée environnementale, la nature est trois fois dissoute, victime d'une triple absorption:

«l'absorption technique, à travers le brouillage de plus en plus indémêlable entre naturalité et artificialité; l'absorption économique, avec la montée en puissance de la rationalité économique et des outils de conservation inspirés du marché; l'absorption bureaucratique, à travers la multiplication des dispositifs de suivi et la gigantesque accumulation de données sur les systèmes écologiques à tous les niveaux d'organisation et à toutes les échelles spatiales».

Rejoignant la critique portée par le philosophe [Frédéric Neyrat contre les pensées de l'« après-nature »](#) [6], Virginie Maris conteste que le dépassement du grand partage entre les humains et la nature soit porteur d'un double gain pour les sciences et pour la politique [7]. Alors même que celui-ci devait permettre d'échapper à l'alternative incapacitante entre la naturalisation des cultures et l'acculturation de la nature et autoriser enfin l'étude lucide de la construction des savoirs scientifiques et des décisions politiques, la philosophe soutient qu'il conduit surtout à mettre ces processus sous la coupe d'un modèle unique, celui des sciences du système Terre. À l'opposé de la démocratisation des politiques écologiques, l'objectif d'en finir avec la nature et la société ouvrirait en dernière instance sur un projet de « gestion globale de la planète et de ceux qui la peuplent » (p. 103).

La force critique du sauvage

Pour l'auteure, les propositions de dépassement du dualisme de la modernité n'ont pas tenu leurs promesses d'émancipation. Elles ont en réalité accompagné une « grande absorption » de la nature qui n'a fait qu'aggraver les inégalités sociales et écologiques. Ne peut-on penser une sortie de l'opposition moderne entre les humains et la nature qui ne conduirait pas à la disparition de cette dernière ? N'a-t-on pas, en définitive, jeté trop rapidement la nature avec l'eau des naturalisations essentialistes ? En s'appuyant à nouveau sur les travaux de Val Plumwood, Virginie Maris trace une voie consistant précisément à dégager la nature-altérité de la gangue dans laquelle l'enferment ses critiques classiques. Si la protection de la nature

sauvage a pu être prise en charge dans le passé par des institutions néocoloniales, si celle-ci a pu reposer sur des conceptions écologiques fixistes ou être mise en œuvre par des acteurs témoignant d'une certaine misanthropie, rien ne permet d'établir une relation de nécessité entre la défense de la nature et ces faits, qui relèvent, pour l'auteure, de contingences historiques. Ces critiques ont pu avoir leur légitimité, mais elles ont également, selon Virginie Maris, conduit à occulter la part critique de la défense du sauvage contre l'industrialisation du monde. Or, comme le rappelle la philosophe :

«Que les [défenseurs de la nature sauvage] furent de féroces critiques de leur temps, c'est certain ; mais c'est le plus souvent par souci pour l'humain et pour la société qu'ils ont décrié un monde d'industrialisation et de consumérisme qui dévorait tout autant la planète que les ouvriers, les femmes, les esclaves.» (p. 218)

En revalorisant cette dimension critique de la pensée de la protection de la nature, Virginie Maris indique une voie où pourraient se nouer de nouvelles alliances entre la critique sociale du consumérisme et du productivisme et la défense de la part sauvage du monde. La philosophe ajoute d'ailleurs que c'est précisément celle que jalonnent déjà diverses luttes contemporaines :

«En France, à Sivens, à Notre-Dame-des-Landes, au Roybon, les naturalistes — et les espèces protégées — sont devenus les alliés des zadistes dans une lutte contre un monde d'agriculture industrielle, de dépendance au pétrole (et à l'énergie nucléaire) ou de loisir de masse.» (p.222)



Naturalisme stratégique et écologie politique

Le livre de Virginie Maris est en somme une prise de position en faveur de ce que l'on pourrait appeler un « naturalisme stratégique ». Celui-ci se distingue de l'adhésion naïve à une conception idéalisée de la nature, tout en maintenant qu'il est politiquement utile de se doter d'une définition commune pour désigner et défendre une part du monde qui est en train de disparaître. Ce positionnement a le mérite indéniable de mettre en doute l'idée que

l'antinaturalisme soit encore le point de rencontre le plus fécond entre la critique sociale et la pensée environnementale. Il suggère au contraire que réintroduire la question de la nature au sein de l'écologie politique ne conduit pas nécessairement à s'éloigner des questions de justice sociale, mais au contraire peut mettre au jour des points d'appui communs permettant de s'opposer à la dégradation conjointe de certains écosystèmes et des conditions de vie et de travail de certaines populations humaines. Sur ce plan stratégique, l'on peut néanmoins se demander si la réactivation d'une conception forte de la nature sauvage, définie en premier lieu par son extériorité par rapport au monde humain, indique à elle seule le lieu d'une telle rencontre.

Dans cette optique, un travail visant à mettre en lumière la façon dont cette pensée du sauvage est à même de transformer les regards portés sur les espaces naturels habités par les humains s'avérerait sans doute complémentaire. Comme le suggère d'ailleurs Virginie Maris, elle-même, ce plaidoyer pour la nature sauvage entend avant tout redéplacer un débat environnemental qui a force de substituer à la réflexion sur la protection des espaces naturels celle portant sur nos relations avec les non-humains, finit par ne plus parler que des seuls humains. Salutaire à bien des égards, ce décentrement ne saurait donc à lui seul répondre aux enjeux environnementaux contemporains. Il rouvre plutôt avec clarté un chantier théorique et politique qui peine, au moins depuis les années 1960, à s'édifier sur les décombres du dualisme moderne : celui qui vise à associer la défense de la diversité des formes de vie terrestres à des projets d'émancipation sociale, tout en refusant de croire que l'un de ces deux objectifs pourrait découler comme nécessairement de l'autre. (Publié dans *La Vie des idées*, 1er mars 2019, ISSN : 2105-3030)

Virginie Maris, *La part sauvage du monde*, Seuil 2018, 272 p., 19 €.

Notes

[1] Latour B., *Politiques de la nature : comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, la Découverte, coll.« La Découverte poche », 2004 ; Descola P., *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, coll.« Bibliothèque des sciences humaines », 2005, vol. 1/.

[2] Quiggin J., *Zombie Economics : How Dead Ideas Still Walk among Us*, Princeton University Press, 2012.

[3] Haber S., *Critique de l'antinaturalisme : études sur Foucault, Butler, Habermas*, Paris, Puf, coll.« Pratiques théoriques », 2006, vol. 1/.

[4] Dans son ouvrage, récemment traduit en français, le philosophe Timothy Morton invite par exemple à propos de la nature à « se défaire de ce fantôme inexistant ». Morton T., *La pensée écologique*, Zulma, 2019, p. 19.

[5] Mill J.S., *La Nature*, Paris, La Découverte, 2003.

[6] Neyrat F., *La Part inconstructible de la Terre. Critique du géo-constructivisme : Critique du géo-constructivisme*, Le Seuil, 2016.

[7] Latour B., *Politiques de la nature*, op. cit.